

» PRESSE NATIONALE

Politique 

L'EXPRESSO
QUOTIDIEN

CAF AWARDS 2024 / APRÈS LES DISTINCTIONS DES ÉLÉPHANTS ET DE FAÉ ÉMERSE / ALASSANE OUATTARA : « DEMEUREZ DES MODÈLES POUR NOTRE JEUNESSE »

Les Éléphants ont une nouvelle fois hisser haut le drapeau ivoirien. Sacrés champions d'Afrique des Nations à domicile, en février dernier, au terme d'un parcours qui restera à jamais gravé dans les annales du football ivoirien, les pachydermes étaient à l'honneur à la grande cérémonie des CAF Awards 2024, tenue, lundi 16 décembre 2024, à Marrakech au Maroc. Avec son statut de roi d'Afrique, la Côte d'Ivoire était sans surprise représentée dans plusieurs catégories. Et la délégation ivoirienne est repartie du royaume chérifien avec deux prix. La sélection nationale a en effet été désignée meilleure nation masculine de l'année. Son sélectionneur, Faé Émerse, s'est vu décerné le prestigieux prix du meilleur entraîneur masculin catégorie équipe nationale de l'année. Le Président de la République, Alassane Ouattara, via son compte officiel, les a félicités, avant d'ajouter : « Demeurez des modèles pour notre jeunesse ».

L'INTELLIGENT
MAGAZINE

TIÉMOKO MEYLIET KONÉ : « LA BONNE GOUVERNANCE N'EST PAS UNE OPTION, MAIS UNE PRIORITÉ POUR BÂTIR UNE CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE »

Lors de la cérémonie officielle de remise du rapport d'activités 2023 de l'Inspection Générale d'État (IGE) et des autres structures de contrôle administratif à Abidjan, le 18 décembre 2024, le Vice-président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, a mis en avant l'importance de la bonne gouvernance comme levier central du développement inclusif et durable en Côte d'Ivoire. Dans son discours, Tiémoko Meyliet Koné a rappelé que la vision du Chef de l'État, Alassane Ouattara, repose sur les valeurs fondamentales de transparence, de responsabilité et d'intégrité. « La bonne gouvernance n'est pas une option, mais une priorité pour bâtir une Côte d'Ivoire solidaire », a-t-il déclaré.

LEMANDAT

INSERTION DES JEUNES / CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SERVICE CIVIQUE À BONOUA : MAMBÉ APPORTE LA BONNE NOUVELLE AUX POPULATIONS

Bonoua aura bientôt son centre de service civique. Un centre comprenant un internat au sein duquel l'on formera des jeunes aux métiers de l'agriculture, notamment la pisciculture. Cette bonne nouvelle a été portée aux populations du Sud-Comoé, principalement celles de Grand-Bassam, Adiaké, Assinie, Bonoua et Grand-Bassam par Jean-Louis Koffi, conseiller spécial du Chef du Gouvernement ivoirien, Robert Beugré Mambé, dépêché, hier mercredi 18 décembre, pour informer les populations. « Le Président de la République a demandé au Premier Ministre qu'il y ait la construction d'un grand centre de service civique à Bonoua... Nous sommes venus vous informer, pour que vous ameniez vos enfants à s'inscrire et qu'ils soient suivis », a détaillé l'émissaire du Premier Ministre.

Le clap de fin d'une session intense. Conformément aux dispositions de l'article 94 nouveau, alinéa 5, de la Constitution, la présidente de l'Institution, Kandia Camara, procède, ce jeudi 19 décembre 2024, à la clôture de la deuxième session ordinaire 2024 du Sénat. Une cérémonie qui se tient à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche de la Paix, à Yamoussoukro. Cette séance marque un temps fort de la vie institutionnelle ivoirienne avec la fin de l'activité parlementaire ordinaire pour 2024. Elle vient ainsi clôturer une session riche en activités.

Economie ↻

soirinfo

PRÉSENTATION DU « QUALITY CHOICE PRIZE 2024 » DE L'ANADER / ADJOUMANI : « CE PRIX AURA DES RÉPERCUSSIONS POSITIVES SUR NOTRE AGRICULTURE »

L'Agence nationale d'appui au Développement rural (ANADER) a décroché, le lundi 9 décembre 2024, à Vienne en Autriche, le Prix « Quality choice prize 2024 » décerné par l'Association européenne de Recherche de la Qualité (ESQR). Cette distinction a été présentée, mercredi 18 décembre, à Abidjan-Plateau, au ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Kobenan Kouassi Adjoumani. « Ce Prix aura des répercussions positives sur notre agriculture, car il a été démontré que l'ANADER travaille bien et que son expertise va être sollicitée partout dans le monde », s'est convaincu le ministre d'État.

soirinfo

DÉPARTEMENT DE DIANRA ET KANI / EXPLOITATION MINIÈRE : SANGAFOWA-COULIBALY POSE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA PLUS GRANDE MINE D'OR DE CÔTE D'IVOIRE

Le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a posé, mercredi 18 décembre 2024, la première pierre de la « Mine d'or Koné », la plus grande de Côte d'Ivoire, dans les départements de Kani et de Dianra. L'événement, qualifié de « nouvelle ère de l'industrie extractive » du pays, a servi de tribune au membre du Gouvernement pour féliciter toutes les parties prenantes, dont Montage Gold, l'entreprise porteuse du projet ; les populations riveraines ; et les autorités administratives et politiques des régions concernées. Sangafowa-Coulibaly les a toutefois exhortées à faire en sorte que durant les 20 ans d'exploitation de cette installation minière, le défi de la production d'or, estimée à 7 tonnes par an, soit relevé.

L'INTELLIGENT
AFRIQUAIN

FONCIER EN CÔTE D'IVOIRE : ADIEU L'ATTESTATION VILLAGEOISE, PLACE À L'ADU AVEC QR CODE DÈS JANVIER 2025

A compter du 1^{er} janvier 2025, l'Attestation de Droit d'Usage coutumier (ADU), avec QR code, sera le seul document requis pour initier la procédure d'obtention de l'Arrêté de Concession Définitive (ACD). L'annonce a été faite par le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné, lors d'un échange en ligne dans le cadre du « Gouv'Talk », organisé par le CICG, le mercredi 18 décembre 2024, à Abidjan. « L'ADU sécurise à 100% l'acquisition d'une parcelle et simplifie la démarche pour obtenir l'ACD », a affirmé le ministre.

EMBOUTEILLAGE AU GRAND CARREFOUR DE KOUMASSI ET À AKWABA : AMÉDÉ KOUAKOU ANNONCE DES MESURES D'ALLÈGEMENT

Hier, mercredi 18 décembre 2024, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Dr Amédé Kouakou, a visité les chantiers du pont d'Akwaba et du grand carrefour de Koumassi. L'objectif de ce déplacement est de faciliter la circulation des usagers à ces endroits à cette période des fêtes. Le ministre Amédé Kouakou, après sa visite, a promis des aménagements dans ce sens. Dr Amédé Kouakou a tout de même déploré les difficultés que vivent les usagers occasionnés par ces deux (02) échangeurs et rappelé les engagements pris pour satisfaire les populations. « Nous sommes venus aujourd'hui avec l'ensemble de nos équipes pour voir ce qu'on peut faire par rapport aux déviations, ce qu'on peut faire pour améliorer la circulation. Nous allons regarder avec nos collaborateurs pour que quelques aménagements soient faits pour que les populations puissent circuler un peu mieux », a indiqué Dr Amédé Kouakou.

CENTRE PANAFRICAIN DE FORMATION EN STATISTIQUE : NIALÉ KABA REMET LES CLÉS D'UN SIÈGE À L'UA

Nialé Kaba, ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, a procédé, hier, mercredi 18 décembre 2024, à la coupure du ruban inaugurale du siège de l'École Panafricaine de formation en statistique (PANSAT). La cérémonie a été marquée par la remise officielle des clés à Alexandre Tordela, représentant de la Commission de l'Union africaine (UA). D'un coût global de 700 millions de FCFA entièrement financé par la Côte d'Ivoire, cette bâtisse sise à la Riviera M'Badon est aménagée et dotée de plusieurs équipements, notamment en mobilier de bureau et matériel informatique, ainsi que des fournitures de bureau, deux véhicules de fonction, dont un pour le directeur du centre et un autre pour la liaison.

Société 

FAUX DIPLÔMES DANS LA FONCTION PUBLIQUE : LES MIS EN CAUSE SERONT DÉCHARGÉS DE LEUR FONCTION

Ils subiront la rigueur de la loi. Les admis aux concours de la Fonction publique ayant présenté de faux diplômes, vont répondre de leur acte. Dans un premier temps déjà, des courriers leur ont été adressés par le directeur général de la Fonction publique, Soro Gninagafol, pour leur signifier que les diplômes qu'ils ont présentés se sont relevés être des faux. Dans la même veine, il a demandé aux directeurs des ressources humaines des Ministères dans lesquels ils sont en poste de les décharger de leur fonction. Cela, en attendant que le reste de la procédure se mette en place. Cette information a été partagée avec l'ensemble des gestionnaires des ressources humaines civiles de l'État, hier, 18 décembre 2024, à Abidjan-Plateau, lors de la rencontre avec la ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto.

OUTILS DE VERBALISATION ÉLECTRONIQUE : LA GENDARMERIE NATIONALE ÉQUIPÉE

En vue de la mise en place du projet de surveillance intelligente des infractions routières dès le début de l'année 2025, Quipux Afrique a officiellement remis des outils de verbalisation électronique à la Gendarmerie nationale. La cérémonie de remise s'est déroulée, hier, mercredi 18 décembre, au Commandement supérieur de la gendarmerie, à Abidjan-Plateau en présence de Jean-Paul Malan, directeur de Cabinet du ministre d'État, ministre de la Défense. Selon le donateur, ce projet innovant conduira à la mise en place d'outils de verbalisation électronique sur les voies secondaires non encore couvertes par la vidéo-verbalisation sur toute l'étendue du territoire national. Jean-Paul Malan a traduit la gratitude du ministre d'État, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, au donateur pour ce geste citoyen.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE ET LA TRAITE HUMAINE : EXPERTISE

Expertise France, les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne (UE), l'ensemble des partenaires techniques et financiers de la Côte d'Ivoire, ainsi que le Gouvernement ivoirien, restent engagés dans la lutte contre l'immigration clandestine et la traite humaine. Ils ont réaffirmé leur volonté commune à combattre ces fléaux. C'était, le mercredi 18 décembre 2024, sur l'esplanade du District autonome d'Abidjan, à Abidjan-Plateau, à la faveur de la célébration de la « Journée internationale des migrants » organisée par le Comité national de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants. Myss Belmonde Dogo, ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, secrétaire exécutive dudit comité, a appelé les partenaires de la Côte d'Ivoire à assurer la sécurité et les droits des migrants.

RÉGION DU PORO : LE PLAN DE COMMUNICATION DU PA-PSGOUV PRÉSENTÉ

Une délégation du Programme Social du Gouvernement (PS Gouv) conduite par le conseiller Coulibaly Non Karna, coordonnateur général du PSGouv et du PA-PSGouv, a rendu visite au conseil régional du Poro, le mardi 17 décembre 2024. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la tournée de présentation du cabinet en charge d'une mission dite Mission IEC (Information, Éducation et Communication). Ce cabinet a été recruté par le PA-PSGouv, sur financement de la BAD, en vue de conduire la mission IEC auprès des autorités et des populations des 17 régions bénéficiaires des projets du PA-PSGouv (Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement). La délégation a expliqué avoir initié cette tournée pour présenter ses activités aux autorités des régions et le cabinet BIGA en charge de la mission IEC.

ÉDUCATION / MARIATOU KONÉ AUX ASSISTANTS ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES : « LA QUALITÉ DE VOTRE GESTION A UN IMPACT DIRECT SUR LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE DES ÉLÈVES »

La ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA), le Pr Mariatou Koné, continue son corps-à-corps avec les différents acteurs du système éducatif. Et ce, pour une bonne appropriation de sa vision d'une école réconciliée avec la culture de la performance et de l'excellence. Cette rencontre avec les Services d'Assistance Administrative et Comptable, tenue dans la capitale politique ivoirienne, lundi 16 décembre 2024, marque la troisième consultation avec une corporation placée sous sa tutelle, dans le cadre de l'atelier bilan du MENA. « J'ai tenu à vous rencontrer pour vous encourager et vous féliciter pour le bon travail que vous accomplissez quotidiennement », a-t-elle indiqué, avant d'ajouter : « La qualité de votre gestion a un impact direct sur les conditions d'apprentissage des élèves ».

EMPLOI JEUNE / RENFORCEMENT DE L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE : LA CÔTE D'IVOIRE OBTIENT UN PRÊT DE PLUS DE 90 MILLIARDS DE FCFA DE LA BAD

Les Conseils d'administration de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds Africain de Développement ont approuvé, le mercredi 18 décembre 2024, à Abidjan, des prêts cumulés de plus de 90 milliards de FCFA, soit 139,68 millions d'euros, à la Côte d'Ivoire pour réaliser le Projet d'amélioration des compétences, de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes. Dans ce financement, la BAD apporte 126,32 millions d'euros (environ 82,5 milliards de FCFA) et le guichet de prêts à taux concessionnels du Groupe de la Banque 13,36 millions d'euros (plus de 8,7 milliards) afin de permettre de définir des profils en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi dans le but d'augmenter le taux d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : L'APPEL DU MINISTÈRE AUX ACTEURS

Représentant Jacques Assahoré Konan, ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique, à l'atelier d'information et d'échange avec les acteurs au développement, mercredi 18 décembre 2024, à Abidjan-Cocody, Adolphe Saraka Kouakou, conseiller technique, a appelé les acteurs à unir leurs forces en vue de protéger l'environnement. « Je lance un appel solennel à tous les acteurs présents aujourd'hui. Nous devons unir nos forces et travailler ensemble pour protéger notre environnement », a-t-il déclaré, avant de souligner que cela nécessite des actions concertées, des investissements dans des technologies propres et une sensibilisation accrue des populations aux enjeux environnementaux.

FILETS SOCIAUX, SOLIDARITÉ ET COHÉSION SOCIALE : BELMONDE DOGO ASSURE DE LA PRÉSENCE DE L'ÉTAT AUX CÔTÉS DES POPULATIONS

L'émission « Rti1 reçoit » a eu pour invitée la ministre Myss Belmonde Dogo, le mardi 17 décembre 2024, sur le coup de 20h50. A travers une sorte de grand oral, Myss Belmonde Dogo, ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, a instruit sur les différents segments de son département. Sur la question des filets sociaux qui est une aide trimestrielle de trente-six mille (36 000FCFA) du Gouvernement allouée aux ménages les plus vulnérables, la ministre se réjouit que cet accompagnement apporte plus d'embellie dans les ménages, marquant ainsi la présence de l'État aux côtés des populations.

Sport ↗

MINISTÈRE DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE / CONSEIL DE L'ORDRE DU MÉRITE SPORTIF : ADJÉ SILAS METCH DÉCORE SEPT DE SES ONZE MEMBRES

Le mardi 17 décembre 2024, s'est déroulée une cérémonie de décoration à Abidjan-Plateau au cabinet d'Adjé Silas Metch, ministre délégué chargé des Sports et du Cadre de vie. Il a, au nom du Premier Ministre Robert Beugré Mambé, ministre des Sports et du Cadre de vie, décoré sept des onze membres que compte le Conseil de l'ordre du mérite sportif. Ils ont été faits commandeurs dans l'ordre du mérite sportif pour le bon travail accompli.



VU SUR LE NET

Economie ↗

L'ATTESTATION DE DROIT D'USAGE COUTUMIER (ADU), UNIQUE DOCUMENT REQUIS DÈS JANVIER 2025 POUR L'ACD

À compter du 1er janvier 2025, l'Attestation de Droit d'Usage Coutumier (ADU) sera le seul document exigé pour l'obtention de l'Arrêté de Concession Définitive (ACD), a annoncé, ce mercredi 18 décembre 2024, à Abidjan-Plateau, Bruno Nabagné Koné, ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme. C'était lors d'une session du « GouvTalk », une plateforme d'échanges en ligne initiée par le CIGG. Il a précisé que l'ADU remplacera définitivement l'attestation villageoise. Ce nouveau document, doté d'un QR code, vise à sécuriser l'attribution des parcelles et à éviter les risques de double attribution. « En dehors de l'ADU, aucun autre document, notamment l'attestation villageoise, ne sera accepté dans la procédure d'acquisition de parcelles dès janvier 2025 », a-t-il insisté.



AGENCE DE PRESSE



LE BURIDA SIGNE DES PARTENARIATS AVEC LE PALAIS DE LA CULTURE ET LE CNDJ POUR LE PAIEMENT DES REDEVANCES DES DROITS D'AUTEUR DES ARTISTES

Le Bureau ivoirien du Droit d'auteur (BURIDA) a signé, mercredi 18 décembre 2024, deux conventions avec le palais de la culture et le Centre national de Documentation juridique (CNDJ) pour faciliter le paiement des redevances liées aux droits d'auteur et la reprographie des artistes. Le directeur général adjoint du BURIDA, Serge Akpatou, a salué l'implication des deux institutions, qualifiant ces accords de « signal fort ». « Cela encouragera d'autres organisations à suivre cet exemple et permettra aux artistes de vivre dignement de leur art », a-t-il déclaré. Le directeur général du palais de la culture d'Abidjan-Treichville, Koné Dodo, a affirmé que son institution, en tant que plus grand espace de promotion des œuvres de l'esprit en Côte d'Ivoire, il était nécessaire que son institution montre l'exemple, tout en espérant que d'autres suivront. Pour sa part, le directeur général du CNDJ, Nanourou Bamba, a signifié que ce partenariat qui les lie désormais est essentiel pour eux d'acquitter leur obligations en matière de redevances.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvci.official



@gouvci



@gouvci.official



gouvcivideo



gouvci



+225 07 87 36 36 36



@gouvciofficial



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.



UNE CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE

www.gouv.ci 101



Le citoyen au cœur de l'action gouvernementale